

# MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Centre Communal d'Action Sociale**

**Hôtel de Ville**

**52, avenue de la Libération**

**CS 80450**

**33380 Biganos**

**Tél. 05 56 03 94 50**



**FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE  
AUX PERSONNES ÂGÉES ET/OU FRAGILISÉES POUR LE  
COMPTE DU CCAS DE LA VILLE DE BIGANOS (33380)**

**N° de marché**

2	0	2	5	-	0	0	1	-	C	C	A	S
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres

**Le 13 octobre 2025 à 12h00**

**Règlement de la Consultation**

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE



Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

Objet : Fourniture et livraison de repas en liaison froide aux personnes âgées et/ou fragilisées pour le compte du CCAS de la Ville de Biganos (33380)

Nombre mini de repas / jour	Nombre maxi de repas / jour
25	45



Acheteur : Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Biganos  
52, avenue de la Libération - CS 80450 - 33380 Biganos



Accord-cadre passé en procédure adaptée en application de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique.

CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services



L'accord-cadre n'est pas alloti.



Profil acheteur : <https://demat-ampa.fr/>



Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard sept jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.



L'offre est valable 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.



L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.



Aucune variante exigée n'est prévue.  
Aucune variante autorisée n'est prévue.  
Aucune variante facultative n'est prévue.



La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative.  
La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.



Code CPV principal de la consultation : 55521200-0 - Services de livraison de repas

## **SOMMAIRE**

### **Article premier – Objet et étendue de la consultation**

- 1.1 – Objet de la consultation
- 1.2 – Étendue de la consultation
- 1.3 – Décomposition de la consultation
- 1.4 – Conditions de participation des concurrents
- 1.5 – Nomenclature communautaire

### **Article 2 – Conditions de la consultation**

- 2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution
- 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives
- 2.3 – Délai de validité des offres
- 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement
- 2.5 – Conditions particulières d'exécution

### **Article 3 – Contenu du dossier de consultation**

### **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres**

### **Article 5 – Examen des candidatures et des offres**

### **Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### **Article 7 – Renseignements complémentaires**

### **Article 8 – Dispositions d'ordre général**

## **Article premier – Objet et étendue de la consultation**

### **1.1 – Objet de la consultation**

La présente procédure concerne la fourniture et la livraison de repas en liaison froide aux personnes âgées et/ou fragilisées pour le compte du CCAS de la Ville de Biganos (33380).

**L'estimation du besoin est comprise entre vingt-cinq et quarante-cinq repas journaliers à raison de sept jours par semaine du lundi au dimanche, y compris les jours fériés.**

<b>Nombre mini de repas / jour</b>	<b>Nombre maxi de repas / jour</b>
<b>25</b>	<b>45</b>

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les repas comprennent une entrée, un plat de résistance (viande, volaille ou poisson accompagné de légumes), un fromage et un dessert. Pour la période hivernale, le repas comprendra une soupe ou un potage en plus de l'entrée. Un petit pain d'à minima 100gr accompagne le repas servi.

Des repas pour personnes diabétiques devront être préparés sur production d'un certificat médical.

Dès réception du bon de commande, l'entreprise attributaire du présent marché produit les menus pour la semaine concernée. La collectivité se réserve néanmoins un droit d'appréciation.

**Le portage des repas à domicile sera assuré par les soins du titulaire du présent marché.**

À titre indicatif, le circuit de distribution est d'une distance comprise entre 45 et 50 kilomètres pour un total de 30 à 40 points de livraison.

**Les repas seront livrés quotidiennement entre 8h30 et 11h30 dernier délai.**

Tout retard entraînera des pénalités de retard conformément à l'article 9 du CCP n° 2025-001-CCAS.

**Le titulaire du présent marché doit fournir une interface intranet pour la gestion des bénéficiaires, des commandes et de la facturation.** Il s'agit d'une gestion partagée d'une base de données des personnes inscrites pour le service de portage des repas à domicile qui doit permettre un réajustement quotidien avec des ajouts ou des retraits de repas afin de pouvoir agir en lien sur les coordonnées et divers événements concernant les bénéficiaires. Cette interface intranet doit également permettre de pouvoir contrôler la facturation en amont.

**Lieu(x) d'exécution :** Biganos (33380).

## 1.2 – Étendue de la consultation

Conformément à l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre est passé par procédure adaptée.

Conformément à l'article R.2162-2 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre mono-attributaire est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

## 1.3 – Décomposition de la consultation

En application de l'article R.2113-3 du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti. En effet, l'objet de marché ne permet pas l'allotissement qui serait de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. De la même façon, il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

## 1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros TTC.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 1.5 – Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<b>Classification principale</b>
Services de livraison de repas (55521200-0)

## **Article 2 – Conditions de la consultation**

### **2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution**

**Le marché est conclu pour une période de douze mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le marché peut être reconduit tacitement.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à une ; sa durée est de douze mois.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de vingt-quatre mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le titulaire reconnaît le droit à la Ville de Biganos de mettre fin au marché à toute époque en l'avisant de sa décision au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire ne pourra prétendre de ce fait à aucune indemnité. Il sera payé pour cette période au *pro rata* des prestations effectivement assurées.

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché sont fixés dans le cadre de l'Acte d'Engagement et du Cahier des Clauses Particulières n° 2025-001-CCAS. Ils ne peuvent en aucun cas être modifiés.

### **2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives**

Aucune variante ni prestations supplémentaires ou alternatives n'est autorisée.

### **2.3 – Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les prestations sont financées selon les modalités suivantes : le règlement est assuré par le budget principal du CCAS de la Ville de Biganos.

Le délai global de paiement du marché interviendra conformément au délai indiqué dans la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires applicable sera celui prévu dans la réglementation en vigueur et au décret et/ou à l'ordonnance précisant les modalités d'application.

## 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune condition particulière d'exécution.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par la réglementation en vigueur.

### **Article 3 – Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC).
- L'Acte d'Engagement (AE).
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le DCE est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation sur support physique électronique n'est autorisée.

### **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### **Pièces de la candidature**

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC4 (lettre de candidature) et DC5 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous.

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus dans la réglementation en vigueur :

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1).
- Déclaration du candidat (DC2).
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés dans la réglementation en vigueur.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années si possible.
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, si possible, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Liste des références du candidat, si possible, en matière de restauration municipale en indiquant : le nom de la ville ou du département, le nom de la personne en charge du dossier et ses coordonnées, la cuisine où les repas sont fabriqués avec sa présentation comprenant un descriptif des moyens techniques et humains de la cuisine proposée et l'agrément des services vétérinaires pour la cuisine concernée.
- Déclaration indiquant le matériel de transport dont le prestataire dispose.
- L'arrêté d'agrément délivré par les services vétérinaires.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**Nota :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de dix jours maximums.

### **Pièces de l'offre**

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses éventuelles annexes, à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP), cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé.
- Un mémoire technique.
- Les attestations d'assurance professionnelle et responsabilité civile en cours de validité comprenant notamment la couverture du risque d'intoxication alimentaire.

**Nota :** L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au Cahier des Clauses Particulières, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

## **Article 5 – Examen des candidatures et des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

### **Garanties et capacités techniques et financières Capacités professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
1 - Prix des prestations	40%
2 - Valeur technique au vu du mémoire technique	30%
3 - Actions menées par le candidat	30%

Le critère 1 - « Prix des prestations » (sur 40 points) sera évalué suivant la formule de notation suivante :  $\text{Note} = (So/Sn) \times 40$   
dans laquelle *So* est l'offre la moins disante et *Sn* l'offre du candidat.

Le critère 2 - « Valeur technique au vu du mémoire technique » (sur 30 points) sera apprécié au regard des éléments figurant dans le mémoire technique. Il est notamment demandé aux candidats de décrire leurs sociétés et leurs organisations respectives ainsi que de communiquer une proposition de menus sur un trimestre avec exemple(s) de planning(s) de livraison.

Le critère 3 - « Actions menées par le candidat » (sur 30 points) sera évalué comme suit :

- Mise en place d'une interface intranet pour la gestion des bénéficiaires, des commandes et de la facturation (15 points).
- Recours à une filière bio favorisant les produits de saison et d'origine française (10 points).
- Prestations particulières (5 points).

### **À l'initiative du pouvoir adjudicateur, une négociation pourra être menée avec tous les candidats dont l'offre a été jugée recevable.**

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations désignés par la réglementation en vigueur. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à dix jours.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'Acte d'Engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous détail d'un prix unitaire

figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Le pouvoir adjudicateur n'accepte que les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée. Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis doivent être compatibles dans un environnement *Windows* en *.doc*, *.xls* ou *.pdf*.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## **Article 7 – Renseignements complémentaires**

Les questions posées par les candidats sur les documents de la consultation font l'objet d'un envoi électronique via la plate-forme <https://demat-ampa.fr/> au plus tard cinq jours avant la date limite de remise des offres. Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai susvisé. Les candidats ayant choisi ce mode de transmission recevront la réponse sous la même forme.

## **Article 8 – Dispositions d'ordre général**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

**Tribunal Administratif de Bordeaux**  
**9, rue Tastet - BP 947**  
**33063 Bordeaux Cedex**  
**Tél. 05 56 99 38 00 - Télécopie 05 56 24 39 03**  
**Greffe 05 56 99 38 00**  
**[greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)**